

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 159 - VENDREDI 16 NOVEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Et si, à l'occasion d'un grand débat populaire et sans tabous, on évaluait le coût du capital ? ●

## AGENDA MILITANT

→ 17 novembre

N.D.-des-landes : [réoccuper, reconstruire !](#)

→ 18 novembre

Rennes [Le monde ne sait plus sur quel pied danser, faisons le valser](#)

→ 23 novembre

Avignon [De l'économie buissonnière à l'abondance partagée](#)

→ 24 novembre

Oissel [Debout, au coeur de Pétroplus](#)

→ 24-25 novembre

Saint-Denis [Coordination nationale de la FASE](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

[Le projet d'une école commune](#), J.P. Terrail

→ Seine-Saint-Denis

[Quelques mots d'un Sevranaï](#),  
Gilles Boitte

→ Carte blanches

[Je rêve pour l'Humanité...](#), Yves Béal

[De quel changement parlons-nous](#),

Mathilde Filloz

## Politique et pouvoir... de qui ?

À travers l'Europe, la journée du 14 illustre à la fois la colère et la quête d'une efficacité nouvelle des luttes. Efficacité nouvelle : en France, les forces alternatives, Front de gauche compris, donnent le sentiment qu'elles cherchent par quel bout prendre le problème.

L'efficacité passe par préciser où est l'obstacle. Demander au gouvernement de tenir ses engagements est sans effet. Il sait ce qu'il fait. François Hollande l'a confirmé en nous envoyant un "cause toujours" éloquent. Les forces du capital sont hyper-mobilisées. Je pense moins aux partis de droite qu'aux interventions directes du patronat et des tenants de capitaux. Elles arrachent des cadeaux sous forme de milliards, obtiennent la répression des "gêneurs" comme à Notre-Dame-des-Landes. Le capital mène une guerre forcenée pour sa classe, pour étendre encore son pouvoir. Son pouvoir : pas celui des ministères, celui de plier la société à sa volonté. Cela définit l'enjeu pour les luttes populaires. Pour nous aussi l'affrontement doit être direct. Sans nous arrêter aux intermédiaires. Nous avons besoin de transformer chaque problème en motif de conquérir du pouvoir et d'en retirer aux capitalistes. On n'est libre qu'en fonction du pouvoir que l'on a. Partout la question peut vite devenir objectif de lutte.

Retirer du pouvoir aux capitalistes, c'est commencer par leur retirer de l'influence. Montrer combien l'économie a tout à gagner à se passer d'eux. Comment leur arracher les rennes de l'économie devrait devenir le débat le plus partagé. Prendre du pouvoir, c'est aussi décider qu'il n'y a pas de luttes qui ne seraient QUE "sociales" mais que toutes les luttes impliquent la Cité, c'est-à-dire sont politiques. Jamais l'écart entre l'immensité des conséquences des décisions et les intérêts privés mais aussi le petit nombre de décideurs n'a été si vaste. Chaque citoyen doit pouvoir dire : « *L'État, c'est moi et tous ensemble* ». La moindre avancée implique de nous emparer de la politique.

● Pierre Zarka



## Une politique d'éducation entre rupture et... continuité

**Effets d'annonce, tournant partiel ou véritable changement de fond, la politique éducative du nouveau gouvernement suscite de nombreuses interrogations. Entretien avec Frédérique Rolet, secrétaire générale du SNES, principal syndicat des enseignants du second degré et membre de la Fédération syndicale unitaire (FSU).**



**Quelle est votre appréciation globale de la politique d'éducation du gouvernement Ayrault et de son ministre Vincent Peillon ?**

Le nouveau gouvernement, contrairement au précédent, a un discours positif sur l'Éducation, plus globalement sur la Fonction publique, non plus présentée comme une dépense mais un investissement.

Le fait que le Président de la République ait, à plusieurs reprises, dit l'importance qu'il accordait à l'éducation, le tableau qu'il a tracé du système français avec ses faiblesses mais aussi ses réussites, la restauration d'une formation professionnelle des maîtres, ont redonné un peu de moral aux enseignants, très malmenés précédemment.

Mais, passé la bienveillante attente des premiers mois, la patience des collègues s'émousse et le mécontentement grandit. Aucune mesure d'urgence n'a été prise pour adoucir les effets

des réformes Chatel, les choix économiques du gouvernement entravent les possibilités de revalorisation, la future loi d'orientation inquiète.

***Le Président de la République a dit l'importance qu'il accordait à l'éducation (...). Mais, passé la bienveillante attente des premiers mois, la patience des collègues s'émousse et le mécontentement grandit.***

On a le sentiment que le gouvernement n'a pas vraiment tranché avec la vision de ses prédécesseurs en matière édu-

cative et que la refondation risque surtout de comporter des éléments revus et corrigés de la même veine qu'antérieurement.

**Y a-t-il un véritable effort budgétaire en faveur de l'Éducation nationale ?**

Si l'on regarde le projet de loi de finances 2013, le budget de l'Éducation nationale apparaît bien comme un budget prioritaire alors que d'autres ministères connaissent des suppressions ; cependant, hors pensions, ce budget augmente d'à peine 0,4 % en euros courants, pour une inflation estimée en septembre à 2 % pour l'année 2012. Il est prévu la création de 8 281 emplois d'enseignants (premier et second degrés), 350 emplois d'auxiliaire de vie scolaire-1 ((en charge de l'aide à l'accueil et à l'intégration individualisés des élèves)), 100 de personnels administratifs, 50 de personnels médicaux-sociaux.

Nous faisons donc le constat d'un ●●●

●●● budget global marqué par l'objectif de réduction du déficit public à 3 % du PIB dès 2013, avec un effort pour des ministères prioritaires au détriment d'autres.

Mais dans l'Éducation, d'autres mesures devront être prises pour résorber les difficultés créées par les 80 000 suppressions faites par le gouvernement précédent.

**L'idée de constituer un "socle commun de connaissances et de compétences" - un socle minimum pour les élèves défavorisés ? - continue de hanter les discours ministériels. Quels sont pour vous les fondamentaux d'une conception moderne du système éducatif ?**

Le SNES-FSU, avec sa fédération, a présenté un certain nombre de propositions dont les moyens étaient une condition mais pas la finalité. Il s'agit bien pour nous de nourrir une loi d'orientation en rupture avec celle de 2005, fondée sur un vrai projet de lutte contre les inégalités, sociales, territoriales, scolaires, se donnant comme objectif l'élévation du niveau de formation de tous. On ne peut alors procéder par touches successives, traitement des différentes questions sans les penser dans leur globalité : ainsi des questions du temps scolaire, de l'aide aux élèves, des contenus et pratiques d'enseignement, du rôle respectif des différents membres des équipes pluri-professionnelles. Or, les propos du ministre de l'Éducation et les expressions retenues après les concertations ne donnent pas cette ligne de force. Pour notre part, nous affirmons qu'il faut partir

### Un syndicalisme de proposition et de mobilisation



Le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), principal syndicat du second degré (62 000 adhérents à la rentrée 2012), est membre fondateur de la Fédération syndicale unitaire (FSU), première fédération de l'Éducation nationale (dont le prochain congrès se tiendra à Poitiers du 11 au 15 février 2013). Il rassemble les personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation et de surveillance du second degré de l'Éducation nationale (collèges, lycées généraux, techniques et polyvalents, centres d'information et d'orientation...). Syndicat de métier, il a reconduit sa majorité absolue lors des élections professionnelles d'octobre 2011, continuant ainsi une histoire syndicale ininterrompue issue de la Résistance puis de la fondation du courant d'orientation syndicale "Unité et Action" (années 60).

Opposant résolu aux politiques réactionnaires d'éducation, quel que soit le gouvernement, il se caractérise par une orientation syndicale qui associe la défense du statut et des droits des personnels relevant de son champ de syndicalisation (conditions de travail, emploi et carrières, salaires, formation initiale et continue, recrutements...), et une réflexion collective approfondie sur la politique scolaire, les métiers d'enseignement, d'éducation et d'orientation, ainsi que sur les questions pédagogiques (programmes, contenus d'enseignement...). Plus généralement, il manifeste une autonomie conceptuelle pour tout ce qui concerne les questions économiques et sociales. Sa stratégie syndicale s'appuie sur l'organisation de la mobilisation et de l'action des personnels de l'Éducation nationale et sur la recherche de l'unité d'action, pour obtenir des avancées. Au-delà de l'unité syndicale de revendication et d'action, il se donne pour objectif l'unification syndicale.

Pour en savoir + :

Le site du SNES : <http://www.snes.fr/>

*L'Université syndicaliste*, organe de presse du SNES : <http://www.snes.fr/-Publications-editions-culture-.html>

Le site de la FSU : <http://www.fsu.fr/>

de l'idée de l'éducabilité de tous et assurer une entrée dans une culture commune riche et émancipatrice.

Ce projet nécessite ensuite de décliner

plusieurs thématiques : celle du rôle du service public d'éducation et de la gratuité, d'une carte scolaire repensée permettant le brassage social ●●●

●●● dans les établissements, la fin des logiques de concurrence développées durant le dernier quinquennat, une refondation de l'éducation prioritaire. Il suppose de s'atteler à la question du temps scolaire (et non pas seulement des congés d'été !), non pour le diminuer, ce qui ne ferait qu'accentuer les inégalités, mais pour en penser autrement les différentes composantes (diversification des situations d'apprentissage, réalisation de projets par les élèves, interdisciplinarité prenant sens par des objets communs dans les programmes, études surveillées). Il suppose de travailler les objectifs de l'évaluation des élèves et pas seulement les modalités, de réfléchir à des contenus d'enseignement ouvrant sur les problématiques du monde contemporain, tissant des liens et donnant aux élèves des outils d'analyse. Et il suppose enfin de donner aux enseignants une formation leur permettant de repérer les problèmes didactiques.

La récurrence, même sous des formes évolutives, de la notion de "socle commun" comme panacée a de quoi inquiéter car elle sous-entend une absence de rupture idéologique avec le projet éducatif ségrégatif de la droite, une scolarisation limitée pour certains (6-16 ans) tandis que d'autres seraient programmés pour le lycée et l'enseignement supérieur (bac moins 3 / bac plus 3).

Aucune analyse sérieuse des causes des difficultés scolaires ne transparait et la corrélation aux inégalités sociales débouche sur la conclusion d'aptitudes

différenciées des élèves et d'ambitions différentes. Les difficultés scolaires nécessitent une autre approche ; construites tout au long du cursus scolaire, déjà fortement ancrées à l'entrée au collège pour 15 à 20 % des élèves, elles supposent que l'école prenne mieux en compte les exigences de la culture scolaire pour les enfants notamment de milieux populaires (rappelons qu'ils constituent une majorité), bannisse les implicites, intègre

***Partant de l'idée de l'éducabilité de tous, un projet de lutte contre les inégalités doit se donner comme objectif l'élévation du niveau de formation de tous. Il s'agit d'assurer une entrée dans une culture commune riche et émancipatrice.***

toutes les cultures. Faire le lien entre différentes activités, entre les connaissances et dépasser la simple exécution de tâches prescrites ne va pas de soi ; l'enseignant doit disposer dans sa formation des moyens de décrypter les processus cognitifs, revenir sur ses pratiques, trouver les voies pour amener tous les élèves à un vrai cheminement intellectuel.

**La question des créations de postes n'oblitére-t-elle pas les autres enjeux pour une école plus égalitaire ?**

Si un véritable effort a été fait en termes de créations de postes et en volume de recrutements, il reste au gouvernement à prendre à bras-le-corps véritablement les enjeux du système éducatif. Pour relancer la démocratisation et diminuer les inégalités, des mesures fortes seront nécessaires, mesures qui doivent être inscrites dans un projet global affirmant l'éducabilité de tous les jeunes et l'élévation de leur niveau de formation. Le système français ne peut se contenter de former des élites, disposant d'outils d'analyse et de concepts riches et laisser perdurer un échec scolaire lourd pour une catégorie de jeunes, d'autant que les inégalités scolaires, sociales et territoriales se sont creusées ces dernières années.

**La situation entre le gouvernement et les organisations syndicales (FSU et SNES en particulier) semble aujourd'hui radicalement différente des années Allègre, et des années Sarkozy. Quelle est votre conception de l'action syndicale dans la nouvelle situation ?**

Dès son élection, le nouveau Président de la République a affirmé la légitimité des organisations syndicales représentant les salariés et sa volonté de rechercher des accords issus de négociations dignes de ce nom. La Grande Conférence sociale de juillet entraine ●●●



●●● dans cette orientation. Dans l'Éducation, comme à la Fonction publique, la tonalité des échanges entre ministres et partenaires sociaux a radicalement changé par rapport à la période précédente et l'écoute des organisations syndicales est réelle, même si tous les niveaux de représentation n'ont pas encore intégré le changement et si certains hauts fonctionnaires renâclent à changer de posture. Cependant, s'il est de bonne méthode de ne pas précipiter les choses et de respecter les différentes phases du dialogue social, des discussions aux négociations en passant par la concertation, sur plusieurs sujets le gouvernement tarde à en venir aux mesures concrètes. Le maintien prioritaire de l'objectif de réduction des déficits entrave les possibilités d'amélioration des services publics, les salaires des fonctionnaires sont toujours bloqués par exemple.

Dans ce contexte, le SNES FSU, fidèle à son attachement à l'indépendance syndicale, continue de porter

ses revendications et d'avancer fortement des propositions pour le système public d'éducation et ses personnels, la situation politique permettant d'être

**La récurrence, même sous des formes évolutives, de la notion de "socle commun" comme panacée a de quoi inquiéter car elle sous-entend une absence de rupture idéologique avec le projet éducatif ségrégatif de la droite.**

moins dans la défense et davantage dans une stratégie offensive. Il est particulièrement nécessaire d'informer régulièrement nos syndiqués et de faire l'analyse des projets gouvernementaux,

d'impulser les débats dans nos professions pour faire avancer notre projet éducatif, de rappeler au gouvernement les attentes auxquelles il doit répondre.

**Comment concevez-vous les rapports avec les autres fédérations syndicales de l'Éducation nationale et avec les autres organisations (telle la CGT, avec laquelle vous avez initié un rapprochement) ?**

La division syndicale et le nombre d'organisations ne font plus forcément sens pour les salariés et ne facilitent pas la syndicalisation. Alors que la vocation du syndicalisme est de rassembler, l'émiettement est une des causes du faible taux de syndicalisation en France, même si la Fonction publique s'en tire mieux que le privé. C'est pourquoi le SNES a, au Congrès de Perpignan en 2009, lancé un appel à l'unification syndicale en proposant que les organisations qui partageaient l'objectif de construction d'un nouvel outil syndical, porteur d'un syndicalisme de transformation ●●●



●●● sociale, à vocation majoritaire, produisent des analyses et corpus revendicatifs communs, travaillent ensemble à tous les niveaux de leur implantation. Depuis, des initiatives ont été prises, notamment avec la CGT, des habitudes de travail se sont nouées entre militants. Dans l'Éducation, les différences de plates-formes et d'appréciations sur les réformes entre les fédérations rendent difficiles un travail régulier au-delà de ce qui a pu motiver des actions communes sur le budget pendant la période Sarkozy. Cependant, à chaque fois que c'est possible et que cela contribue à renforcer les mobilisations, nous cherchons à construire l'unité car c'est une aspiration des salariés. L'unité d'action ne peut être une fin en soi mais c'est une étape pour tendre vers l'objectif de l'unification. Le prochain Congrès de la FSU devrait, je l'espère, avancer dans les pistes permettant de concrétiser les rapprochements avec les organisations partageant nos orientations et de nourrir des débats larges avec les syndiqués et au-delà.

**Quelle est votre réflexion sur les questions de l'alternative politique et quels sont vos rapports avec les forces politiques ?**

**La période de troubles que nous traversons implique de revisiter les rapports entre syndicats et partis politiques si l'on veut rendre crédibles les possibilités d'alternatives aux politiques libérales**

Il me semble que la période de troubles que nous traversons implique de revisiter les rapports entre syndicats et partis politiques si l'on veut rendre crédibles les possibilités d'alternatives aux politiques libérales actuellement dominantes et répondre aux aspirations à la justice,

l'égalité, la démocratie. Instrumentalisant la crise écologique, économique et sociale qu'ils ont eux-mêmes engendrée, les représentants du capitalisme déploient une véritable stratégie de combat visant à remettre en cause l'équilibre social post seconde guerre mondiale et à détruire les acquis sociaux. C'est d'autant plus facile que, face à eux, le monde salarial est fragmenté, la précarité et l'insécurité sociale gagnent du terrain. L'extrême droite cherche à en tirer profit et attise les divisions en opposant les uns aux autres. La confiance envers les partis politiques s'émousse, la vie et la représentation démocratiques traversent une passe difficile. Il est donc nécessaire que le mouvement syndical renforce son travail avec toutes les forces progressistes, associations, partis... afin de rendre la parole aux salariés, de faire qu'il y ait débats et contributions. Le syndicalisme a depuis longtemps pris en charge un certain nombre de questions transversales et considéré qu'on ne pouvait laisser aux seuls partis politiques le soin de les penser. Il faut, chacun dans son champ de responsabilité, que syndicats et partis élaborent des propositions aptes à répondre aux enjeux de notre société.

● Entretien réalisé par  
**Gilles Alfonsi**



# Que diable allait-il faire dans cette galère ?

Molière fait rire en répétant sept fois la réplique des *Fourberies de Scapin*. La huitième sera probablement pour les quelques élus PCF de Loire atlantique qui soutiennent encore le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Les fédérations du Morbihan et de Vendée du PCF, par contre, s'activent et participeront à la manifestation du samedi 17 novembre.

PS et UMP s'en sont pris aux opposants du projet, désignant leur action comme celle de la régression et du déclin, du refus de concevoir que les idées de progrès puissent se conjuguer avec le développement durable du territoire. Développement du territoire ? À 36 minutes de Nantes en TGV, l'aéroport d'Angers ne fonctionne qu'à 15 % de sa capacité. Et l'aéroport actuel de Nantes est loin d'être saturé.



Autre argument des pro NddL, les enjeux de sécurité, les nuisances sonores à Nantes. Là encore pschitt !

Les aéroports français sont classés en trois catégories par la Direction générale de l'aviation civile : C pour les aéroports à risque (Calvi), B pour les aéroports à particularités (relief, météo, environnement...) ou risque inhabituel (Clermont-Ferrand, Marseille, Nice, Strasbourg) et A pour ceux qui ne demandent pas d'attention particulière. Nantes Atlantique est en catégorie A, comme la majorité des aéroports français.

Néanmoins les paysans menacés d'expropriation, les militants de l'ACIPA (1), la Coordination des opposants à ce projet, le collectif des pilotes proposent la création d'une nouvelle piste réorientée qui supprimerait le survol des zones très urbaines.

Et le bruit ? Incommoderait-il plus d'habitants à Nantes qu'ailleurs, qu'il faille déplacer l'aéroport ? Les plans de gêne sonore, établis en vue d'aides à l'insonorisation, donnent le nombre des logements directement touchés par les nuisances aériennes : pour Nantes Atlantique 1 751 logements, pour Toulouse, qui accueille comme Nantes une usine Airbus, de 20 200 ! De surcroît la nuisance sonore régresse à Nantes, les avions sont de moins en moins bruyants et les plus anciens, plus vrombissants, sont déclassés. De plus, en 2003, on tablait sur 80 à 100 000 mouvements d'avion en 2010,

on en reste aujourd'hui à environ 40 000, moins qu'en 2000 : les avions plus remplis décuplent le nombre de voyageurs mais pas la "nuisance sonore" !

Reste l'argument de l'aéroport vert. Au paradis du burlesque, Molière lui-même s'en tient les côtes. UMP, PS et autre libéraux font bruyamment semblant de croire aux arguments de Vinci qui propose, en compensation

des 2 000 ha de terres agricoles détruits, la création d'un observatoire agricole, d'une ferme de démonstration en face des parkings et une AMAP afin d'« encourager l'agriculture durable », voire de végétaliser quelques parois du bâtiment...

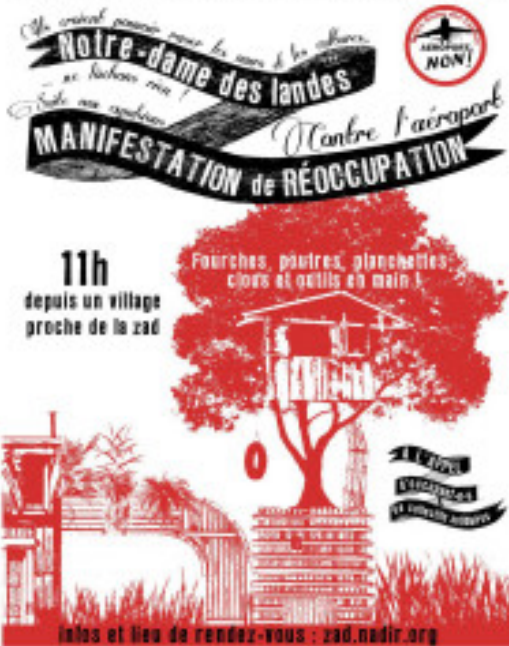
Alors quels motifs poussent donc J.M. Ayrault à construire à l'encontre de la raison et de la majorité de la population ? Prestige, illusion de retombées économiques ? Plus simple : pacte libéral !

NDL intervient dans un vaste plan d'aménagement territorial porté par un "partenariat public-privé" assurant au groupe capitaliste Vinci une rentabilité de 11%, compensée en cas de déficit par des fonds publics.

Mais 11% sur un coût de projet approchant ●●●

(1) Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport : [acipa.free.fr](http://acipa.free.fr)

samedi 17 novembre



●●● les 2 à 3 milliards d'euros (4 selon le *Canard enchaîné*). Ajoutons les conclusions d'une récente étude, commanditée auprès d'un cabinet indépendant par le collectif de 1 000 élu-e-s opposé-e-s au projet et de familles politiques diverses. Sa conclusion est sans appel : le projet ne se justifie pas économiquement : « *En corrigeant la valeur extrêmement élevée donnée au temps et en tenant compte des projections sur le prix du pétrole et de l'introduction de l'aviation dans le marché européen des quotas d'émissions (ETS), les coûts d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes sont supérieurs aux bénéfices... Si, en outre, les coûts de construction sont 40 % plus élevés que prévu, ce qui est la moyenne des dépassements de coûts pour ces travaux d'infrastructures importantes, les coûts excèdent très largement les bénéfices.* »

Pas de problèmes pour Vinci. Maintenant son projet, le Premier ministre assure les rentrées juteuses annoncées dont les montants manquent déjà aux financements des services publics et dont la justification nous est moulinée en boucle : "politique responsable", "coût du travail", "compétitivité", "charges patronales", etc.

● Catherine Destom-Bottin



## Τυροπιτάκια

Arrière-goût de là-bas

C'est une conversation ancienne avec ma cousine Ména. La droite était encore au pouvoir mais les élections approchaient. Ména expliquait que la tête de file des socialistes cherchait à donner une image d'homme sage et sobre. Cette posture faisait partie de son opposition au leader de la droite.

Six mois plus tard cet homme presque terne était au pouvoir et commençait à expliquer que le pays ne pouvait pas continuer à vivre sur ce train trop dispendieux. Pour préserver l'avenir, une cure était nécessaire. On ignorait qu'il avait déjà confié les livres de comptes aux "experts" du FMI.

On sait ce qu'il en est de la remise à plat du prétendu pacte social aux pays des Hellènes : 40 ans d'acquis sociaux ont été sacrifiés sans que « la dette » soit amoindrie. Et les néo-nazis d'Aube dorée sont prêts à tirer les marrons du feu.

Aujourd'hui m'est revenu en mémoire le cri d'orfraie des militants socialistes lorsque Mélenchon avait lancé ce surnom : Hollandréou...

● Gilles Boitte



## Apple pie

Le changement, c'est nous !

C'est fait, voilà "Obama II". Les médias nous ont servi en boucle les larmes des supporters de Mitt Romney, avec, pour certains d'entre eux, un regret sur "trop d'affichage" de sa fortune, de son mépris pour les "loosers", mais sans que soit évoquée la collusion de grands groupes industrielo-financiers (1) qui, en France aussi, sévissent.

Et à peine les résultats tombés, Obama annonce une réunion de travail entre républicains et démocrates sur les finances mal en point des USA (pas des financiers), une "nécessaire collaboration", de l'avis de commentateurs télé. On est loin du discours d'investiture, il y a 4 ans, du « Yes, we can ! », et du "J'ai besoin de vous" lancé à ceux qui avaient voulu un changement. Quelques micro-trottoirs montraient celles et ceux dont les voix auront été décisives : des jeunes, des femmes et des "Américains de couleur" des quartiers populaires comme celui-ci, lucide, qui déclarait : « *Le changement, c'est à nous de le faire* ». Les Européens qui manifestaient et faisaient grève le 14 novembre ne peuvent que le rejoindre.

La chronique *Apple pie* prend fin, mais les luttes continuent ici et là-bas.

● Michèle Kiintz





(1) Voir le panier de la semaine page 9




# PANIER DE LA SEMAINE




 **Cerise verte.** La grève de la faim, devant l'Assemblée nationale, de Stéphane Gatignon, maire (EELV) de Sevrans, obtenant 5 millions € pour boucler le budget communal a rendu le gouvernement socialiste fébrile. Quoiqu'on en pense, cette forme d'action spectaculaire, à côté des institutions, a permis un débat politique. Hic : qui a voté le projet de budget 2013 fixant à 2,5 milliards € la ponction sur les collectivités territoriales pour réduire le déficit ? Le PS et EELV. Quant à la situation de Sevrans, elle n'est pas isolée. Grigny, Villetaneuse, Stains, Clichy-sous-Bois, des villes proches de Marseille, Lille, Grenoble, Montpellier, subissent le même désengagement de l'État. Et de plus en plus de municipalités recourent à des emprunts qui les étranglent, à des partenariats public-privé qui rançonnent la collectivité. Il est bon d'en parler entre deux élections municipales.

 **Bigarreau.** [www.bastamag.net](http://www.bastamag.net) révèle que des groupes français ont financé des candidats américains républicains. Selon le site, Sanofi, EADS, Areva, Lafarge, GDF-Suez et Louis-Dreyfus ont chacun versé entre 55 000 et 192 500 \$ à des candidats dénégateurs du changement climatique, fanatiques des gaz de schiste, promoteurs des armes à feu, proches du *Tea Party*, racistes et machistes. Qui doutait que prendre la main sur le capital, c'était s'émanciper ?

 **Cerise violette.** Voici les cardinaux de France, de Philippe Barbarin (Philou dans l'intimité) à André Vingt-Trois (Dédé la science) qui sortent du placard pour faire de la politique et nous dire que la Terre doit tourner à une certaine vitesse pour les uns, tout en restant immobile pour les autres. De la part d'une institution qui a attendu 1992 pour reconnaître que Galilée avait raison et que notre planète était ronde, cela laisse du mou pour le changement de position. Ces *missi dominici* du pape mènent-ils campagne en vue d'éradiquer la misère ? Pour

le combat en faveur de la justice sociale ? De l'émancipation ? Non ! Pour empêcher que la loi ne permette aux couples de même sexe, dont c'est le désir ou la nécessité, de se marier comme tout le monde devant le maire. Il est de notoriété publique que les évêques, qui ont formé vœu de ne pas fonder de famille et de ne pas engendrer, s'y connaissent mieux que les citoyen-ne-s et les sans-culottes en matière de conjugalité et de sexualité.

 **Cerise rouge.** Si une hirondelle ne fait pas le printemps, elle peut l'annoncer. Ce mercredi : grève générale en Espagne et au Portugal, manifestations en Belgique, Tchéquie, France, Angleterre, Italie... La rue et les fédérations syndicales contestent les mesures d'austérité, de baisse des salaires et de flexibilisation du travail en Europe, le traité européen de stabilité (TSCG) pourtant "adopté". « *Le secteur bancaire a été oublié des réformes de structure en Europe, alors qu'il a placé les économies dans cet état.* », dit la présidente de la CES. « *L'Europe s'appauvrit, mais pas les banques et les grandes entreprises responsables de la crise* », clame un syndicat allemand. Au-delà du cri face à l'Europe qui fait mal, entendons-nous le chant sur la nécessité de la transformer ? De peser à cette échelle sur le pouvoir des grandes banques et des marchés financiers ?

 **Cerise mystère.**



The Three Politicians (Les trois politiciens), par Mauro Perugini, chetti, plasticien.

● Philippe Stierlin



## Black and red

**Q**ue savons-nous en France de la gauche radicale américaine et plus particulièrement de ses attitudes et liens avec les mouvements noirs ? Déjà, qu'est-ce que la gauche radicale américaine ? Deux questions qui méritent à elles seules deux ouvrages, distincts du genre pavés conséquents. Non pas que ces sujets n'aient jamais été traités - ce n'est pas le cas - mais ils semblent souffrir d'un syndrome amnésique récurrent alors même que des acteurs et non des moindres de la gauche radicale américaine et des mouvements noirs les plus contemporains ont vécu en France. Le cinéaste Robert Kramer, mort en novembre 1999, ancien membre du SDS (*Students for A Democratic Society*) et proches de certains réseaux du *Weather Underground* a



longtemps travaillé de ce côté-ci de l'Atlantique. D. C. Fieldmarshall du *Black Panther Party* a passé sa vie de réfugié en France avant de mourir en février 2011 dans le plus grand isolement politique alors même que dans les départements d'études anglo-américaines des universités françaises, le parti de la Panthère noire continue à produire son lot de travaux.

L'ouvrage d'Ahmed Shawki, acteur de cette gauche radicale américaine - il est l'éditeur de *l'International Socialist Review* (ISR) - a le mérite de mettre en lumière les relations souvent conflictuelles entre la gauche révolutionnaire étatsunienne et les mouvements noirs qui ont parsemé l'histoire de ce pays. Ils y ont souvent laissé des traces fondamentales, tantôt enfouies et niées, tantôt récupérées jusqu'à faire partie de l'histoire officielle, ce qui est le cas par exemple du mouvement des droits civiques qui constitua pour de très nombreux militants de la gauche radicale blanche et autant de militants révolutionnaires noirs sinon plus, le premier combat en politique. En France, chaque génération ou presque redécouvre les processus d'alliance et de discordance entre mouvements blancs et noirs.

C'est l'un des mérites d'Ahmed Shawki que de rappeler que

le mouvement révolutionnaire blanc aux États-Unis a toujours buté sur la question noire (au même titre que la démocratie américaine construite sur une faute originelle, l'esclavage) depuis ses origines, plutôt nativistes et racistes. Dans les années 1850, les Noirs libres du Nord étaient exclus des organisations syndicales et la perspective de l'émancipation agitée par le mouvement abolitionniste représentait une perspective effrayante.

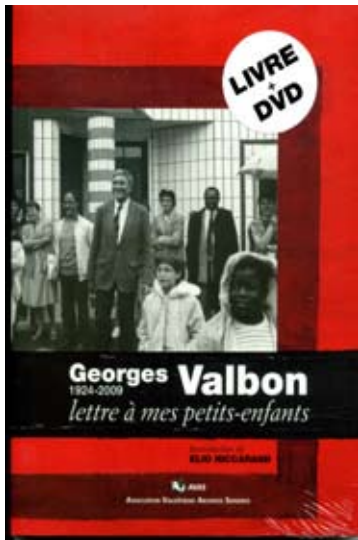
Au début du vingtième siècle, Daniel De Leon et Eugene V. Debs du *Socialist Party* ne comprirent pas mieux la question noire et les défis qu'elle engendrait pour le mouvement ouvrier. Dans les années 1920-1930, le Parti communiste américain, né d'une scission du *Socialist Party*, commença à s'y intéresser pour, à partir de 1928, évoluer vers le mot d'ordre d'auto-détermination des États du Sud que les Noirs fuyaient en masse. En 1934, la tactique de Front populaire aboutit au soutien sans faille du Parti à Roosevelt dont la politique de *New Deal* dépendait du soutien des Démocrates du Sud, dont certains continuaient encore à peaufiner la doctrine de la ségrégation. *Le Capital*, au temps de Staline, n'était plus une lecture indispensable : « [...] En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe l'esclavage sans phrase dans le Nouveau monde [...]. *Le capital y [est arrivé] suant le sang et la boue par tous les pores* »

● Marie-Agnès Combesque



*Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine 1850-2010*, Ahmed Shawki, traduit de l'américain par Emmanuel Delgado Hoch, Patrick Le Tréhondat, Patrick Silberstein, collection *Radical America*, éditions Syllepse, Paris et M Editeur, Québec, 291 p. - 15 €.





## Georges Valbon, rouge charbonnier

**J**e me souviens d'une lettre de Georges Valbon appelant à voter à une présidentielle pour son « *ami Robert Hue* », choisi par Georges Marchais pour le remplacer. Connaissant le dessous de quelques cartes, l'expression m'avait fait doucement sourire. C'est, de fait, une prose plus sincère qui anime la *Lettre à mes petits enfants* de l'ancien président du Conseil général du 93, qui nous a quittés en 2009.

Je dis "nous", car au-delà des divergences, des déchirures au sein de la famille communiste, Georges Valbon et les "communistes unitaires" ont une histoire commune, mêlant l'idéal communiste, le PCF et la Seine-Saint-Denis. Georges Valbon nous transmet sa vérité, avec subjectivité et honnêteté. J'ai mesuré dans ce récit l'intransigeance de l'auteur vis-à-vis de l'injustice.

Fils d'immigrés italiens antifascistes de la vallée d'Aoste, Georges Valbon acquiert la nationalité française grâce au Front populaire, s'engage, manifeste, est réfractaire au STO avec l'aide d'un ouvrier allemand, participe à 20 ans aux combats de la Libération, adhère au PCF. Ces pages-là sont passionnantes. Considérant la guerre terminée, il refuse de partir en Indochine en 1946. « *Nous avons besoin d'officiers communistes* », lui intime André Marty, qui l'a convoqué au Comité central. Georges Valbon maintiendra sa décision.

C'est qu'il avait ses lignes rouges. En 1983, en désaccord avec les orienta-

tions gouvernementales de la gauche, il démissionnera de la Présidence des Charbonnages de France. Le BP du PCF n'assumera pas ou pas tout de suite : le départ des ministres communistes du gouvernement aura lieu l'année suivante.

« *Rien de ce qui pouvait porter préjudice à son parti n'était accepté* », lit-on dans la postface. J'ai retrouvé dans ce livre une certaine conception du parti, faite aussi de discipline. Je crois que pour Georges Valbon, mettre en cause l'appareil, c'était toucher à l'idéal, ce qui est un point de vue, même si ce n'est pas le mien. Quant à la stratégie, la lettre va peu sur le terrain de ce qu'a représenté, pour le PCF, la tenaille "programme commun - mur de Berlin."

Avec d'autres élu-e-s communistes du 93, Georges Valbon impulsera une politique d'élévation par la culture, le sport et le bien-être pour tous dans "son" département. À la pointe du social : campagnes de prévention bucco-dentaire, colonies de vacances, actions éducatives, maillage serré des centres de protection maternelle et infantile, cités aujourd'hui comme exemplaires. Avec de l'écologie avant l'heure : espaces verts, eau et assainissement... Il fallait que la banlieue ait tout. Que ses acteurs, professionnels et associatifs, soient puissamment soutenus.

La lecture de ces « *strophes pour se souvenir* » (Aragon) me donne l'idée que chez Georges Valbon, l'adhésion au communisme mêlait dans un même élan généreux un

idéal d'affirmation de la classe ouvrière, un désir d'élévation dans la société et une admiration pour les "réussites" – grandes écoles, haute administration, bâtiments modernes... – que la bourgeoisie avait su créer et s'arroger.

« *La banlieue veut tout* », clame Jack Ralite. Comme l'inaccompli bourdonne d'essentiel, il nous reste donc à poursuivre et à inventer.

● Philippe Stierlin



*Georges Valbon (1924-2009), lettre à mes petits-enfants*

Introduction d'Elio Riccarand (175 p., -20 €, avec DVD) – Postface de Catherine Valbon

Édité par l'Association Valdôtaine des Archives Sonores - Commande : [cvalbon@wanadoo.fr](mailto:cvalbon@wanadoo.fr)

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires.

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka, Zarz.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)

**L'image de la semaine****14 novembre, une journée extraordinaire**

Madrid



Offensive des principaux acteurs de la crise pour une révolution conservatrice, renoncement et/ou complicité d'un gouvernement PS, très loin des déclarations de campagne et se justifiant en reprenant les "arguments" austéritaires de la droite anciennement aux manettes : la situation est loin d'être simple, elle est lourde de risques et de désarroi. Pourtant les manifestations du 14 novembre en France ont montré qu'il peut y avoir riposte. En Grèce, en Espagne, au Portugal, les grèves et les manifestations se succèdent, jeudi dernier encore.

Au-delà de la protestation, de la colère, quelles perspectives ?

C'est dans ce contexte que se réunit cette semaine la **Coordination nationale de la Fédération pour une alternative sociale et écologique** (FASE). Une étape nouvelle à franchir pour porter plus haut encore la nécessité pour toutes les forces citoyennes et organisationnelles de la gauche d'alternative de se fédérer et de construire des objectifs de rupture avec le système actuel.



**SAINT-DENIS (93) UNIVERSITÉ PARIS 8 AMPHI D**  
(métro ligne 13 station Université)

Samedi 24/11 à 9 h au dimanche 25/11 à 13 h

Programme sur le site de la FASE [ici](#)